

sont pas encore adaptés aux réalités du monde moderne—c'est-à-dire les sociétés multinationales et leur déplacement de capitaux. Je ne les en blâme pas; elles agissent dans leur propre intérêt et c'est leur raison d'être. A mon avis, nous devrions élaborer un nouveau système de taux de change dans le monde qui pourrait permettre ce genre de déplacement. Toutefois, cela sort de mon domaine.

Le sénateur Macnaughton: Si vous aviez à choisir, monsieur Plumptre, préféreriez-vous, en qualité de Canadien, vous lier au dollar américain ou à la nouvelle devise en formation de la Communauté économique européenne.

M. Plumptre: La question ne se pose pas. Si vous vous reportez à la page 1, on y indique immédiatement notre préférence. Le commentaire du sénateur Grosart sur les finances règle la question. Nos relations financières s'établissent dans une très grande mesure avec les États-Unis, en sorte que nous penchons automatiquement dans cette direction. Cela ne comporte pas nécessairement la fixité, cela comporte une sorte de relation essentielle avec le dollar des États-Unis. Plusieurs autres pays du monde se retrouveront dans cette situation.

Le sénateur Macnaughton: Au début de votre déclaration, vous avez employé l'expression «destinée manifeste». Je crois l'avoir déjà entendue, sûrement en première année à McGill. En l'appliquant aux Européens, serait-il assez facétieux de parler de vanité manifeste?

M. Plumptre: Était-ce cela?

Le sénateur Macnaughton: Serait-ce cela?

M. Plumptre: Je vous ai retourné la question. Était-ce de la vanité de la part des Américains de songer à la destinée manifeste avec leur ultimatum «cinquante-quatre-quarante ou la bataille?» A mon avis, c'était de la vanité des deux côtés dans une certaine mesure. On ne peut ignorer le fond de la question.

Le sénateur Grosart: Ils ne se sont pas battus et ils n'ont pas obtenu cinquante-quatre-quarante.

Le sénateur Grosart: La brochure du comité canado-américain contient un autre tableau très intéressant, dont vous vous souvenez sûrement, et qui présente la population actuelle et prévue du marché—le marché que nous avons présentement et celui que nous aurons dans l'avenir. Ce tableau indique que nous ne serons pas de la partie. Nous aurons encore—disons en 1980 peut-être un marché avec une population de 25 millions, et presque tous les autres auront un marché d'au moins 100 millions, et certains beaucoup plus peuplés—la CEE aura 300 millions, les États-Unis 200 millions, le Japon 100 millions. Pouvons-nous vraiment rester à l'écart, ou serons-nous forcés à l'intégration économique avec les États-Unis?

M. Plumptre: A mon avis, nous serons forcés de nous intégrer avec les États-Unis s'il n'y a pas de réduction réciproque sensible des barrières tarifaires des deux côtés de l'Atlantique.

Le sénateur Grosart: Cela répond à la question, je vous remercie. C'est une excellente réponse.

La sénatrice Lapointe: Pouvons-nous évaluer les perspectives concernant les mesures de libéralisation commer-

ciale aux prochaines négociations? Croyez-vous qu'il soit possible de démanteler la politique protectionniste agricole commune?

M. Plumptre: Je crois que ce serait une grave erreur de penser que la politique agricole commune est immuable. Je suis sûr qu'à la longue des forces internes et externes viendront modifier la politique agricole commune. Cela ne se produira pas bientôt, mais cela arrivera plus vite si les pressions s'exercent de l'extérieur en même temps que de l'intérieur. Ainsi, aucun changement radical ne surviendra d'ici deux ou trois ans. En tout cas, les négociations dont vous parlez dureront probablement trois ou quatre ans, si elles débutent en 1973; ensuite les résultats en seront appliqués pendant une autre période de trois ou quatre ans; en sorte que le résultat final se manifesterait dans près d'une décennie, et alors des changements assez sensibles auront pu se produire dans la politique agricole commune.

Le sénateur van Roggen: Le sénateur Grosart a justement posé la question que j'avais à l'esprit, mais je voudrais y apporter quelques précisions. M. Plumptre, vous avez mentionné que la seule façon pour nous d'éviter vraiment l'intégration économique avec les États-Unis était liée à de nouveaux succès dans les négociations commerciales multinationales. Elles n'auront qu'un succès partiel en réduisant les tarifs, et non pas en créant une région globale d'échange libre, du moins, je ne crois pas que nous aurons une telle région globale. Nous avons ces énormes blocs commerciaux manufacturiers. Je dis «manufacturiers» parce qu'ils constituent la partie industrialisée du monde; ils ne font pas partie du tiers monde. Personne n'a mentionné la Russie, qui avec ses satellites a un marché de 350 à 400 millions; je présume. Le marché de l'Europe est de 350 millions; celui des États-Unis, de 200 millions, mais je suppose qu'il a un pouvoir d'achat de 300 millions; celui du Japon est de 100 millions, mais pour la même raison c'est un marché plus grand que sa population à cause de ses échelles plus basses de salaires, qui lui rendent automatiquement accessible une plus grande région.

Au début, vous avez souligné assez opportunément que même nos exportations vers l'Europe portent en grande partie sur des matières premières. On s'en plaint sûrement en ce qui concerne nos exportations vers les États-Unis. La formule populaire au Canada est que le pays devrait fabriquer davantage, donner plus de valeur aux matières premières. Comment nous lancer à grande allure dans la fabrication avec notre population de 22 millions, quand tous les autres pays produisent pour un marché de 200, 300 ou 400 millions, à moins de nous intégrer à un bloc, et un seul nous est accessible?

M. Plumptre: Je ne puis que répéter ce que j'ai dit au sénateur Grosart. Je pense que nous serons forcés de nous intégrer à un bloc à moins qu'il ne survienne une réduction sensible des barrières entre les deux grands blocs. Je ne crois pas que cela dépasse les limites de la possibilité.

Le sénateur van Roggen: Pouvons-nous préciser dans quelle mesure, à votre avis, ces négociations pourraient emmener une réduction des tarifs? En d'autres termes, s'agit-il de réductions partielles? Croyez-vous vraiment à la perspective d'une sorte d'échange libre d'une telle envergure?